

# **Groupe de travail régional Eviter – Réduire – Compenser (GT « ERC »)**

***Montpellier, réunion du 6 février 2015***

---

## **Compte rendu**

**Participants** : le GT a réuni 33 participants (voir liste)

### **Accueil des participants par Marie Laurence DUSFOURD – Région Languedoc-Roussillon**

Rappel des travaux menés dans le cadre du protocole Etat – Région pour la mise en œuvre de la séquence ERC, et notamment la dernière réunion du GT ERC en juin 2014 qui a permis de dégager des attentes et pistes de travail: ce sous-groupe a pour objectif de répondre à ces attentes.

### **Introduction – Anne Pariente – DREAL**

Anne Pariente fait un point sur l'avancement des travaux ERC pilotés par la Dreal LR. Suite aux attentes exprimées sur la clarification des notions "d'intérêt public majeur" et "d'absence de solutions alternatives", des étudiants de Supagro travaillent actuellement sur l'évaluation des aspects économiques des projets. Une restitution de leur travail sera faite le 20 février à la DREAL.

Par ailleurs, un travail d'harmonisation des méthodes de dimensionnement et d'évaluation des ratios de compensation est en cours : la DREAL coordonne ce travail en y associant des bureaux d'études, des organismes de recherche, et le CSRPN.

### **Présentation de la politique de diffusion des données et de la cartographie interactive de la DREAL – Frédéric DENTAND - Dreal**

*Cf diaporama en annexe*

La Directive INSPIRE a renforcé l'obligation de rendre disponible les données environnementales aux citoyens.

Frédéric Dentand présente la cartographie interactive de la DREAL LR, disponible sur <http://www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr/cartes-et-donnees-r504.html>

La cartographie interactive donne accès à la plupart des enjeux environnementaux en visualisation et téléchargement de données, et permet également de composer des cartes. Le système permet aussi d'identifier et de localiser les avis de l'autorité environnementale sur les projets depuis 2009, afin d'étudier les impacts cumulés des projets.

A ce jour, le système permet surtout de faire connaître les projets mais il appartient aux porteurs de projet de récupérer auprès des services instructeurs les informations sur l'avancement des projets et les arrêtés préfectoraux ou autorisations des collectivités.

Le système est en cours d'amélioration.

## Discussion

*Question : comment les maîtres d'ouvrages procèdent-ils pour analyser les impacts cumulés et quelle connaissance ont-ils des autres projets ?*

- UNICEM et Luxel : se basent sur la diffusion des avis de l'AE publiés et ne recherchent pas les études d'impact sachant qu'un MO est sensé bien connaître son environnement au sens large et le territoire dans lequel s'inscrit le projet
- Conservatoire Botanique : les effets cumulés doivent être appréhendés non seulement sur un territoire donné (que les pétitionnaires connaissent bien en général), mais les experts consultés analysent également l'impact sur l'aire de répartition globale des taxons menacés présents sur peu de stations, d'où l'intérêt de connaître la répartition des projets plus largement

## **Présentation du Système d'information sur la nature et les paysages (SINP) en Languedoc-Roussillon – Valentin LE TELLIER (DREAL LR)**

*Cf diaporama en annexe*

Présentation du SINP basé sur une organisation collaborative.

Cet outil permet un accès aux données selon différentes modalités : données source accessibles après conventionnement avec les têtes de réseau, données de synthèse (liste des espèces présentes sur une commune) librement accessibles sur Internet.

Toutes les données intégrées au SINP font l'objet d'une validation par une tête de réseau. Les données n'appartiennent pas à la DREAL mais au producteur de la donnée. L'accès aux données se fait sur la base de la gratuité complète.

Un des objectifs stratégiques est d'accroître le nombre de contributeurs pour alimenter le SINP.

Les maîtres d'ouvrages de projets et les bureaux d'études peuvent à ce titre contribuer à cette dynamique sur cinq points en particulier (voir détails dans le diaporama) :

1. structurer leurs bases de données internes ;
2. utiliser les outils et formats standards du SINP ;
3. apporter au SINP les données qu'ils collectent lors de leurs études préalables aux travaux ;
4. adhérer au SINP ;
5. participer au financement de l'activité des pôles thématiques du SINP.

## Discussion

*Question : comment se fait la validation ?*

- DREAL : règles de validation formalisées par les têtes de réseau, basées sur l'écologie des espèces, leur phénologie, la connaissance de leur aire de répartition
- Conservatoire Botanique : Il peut y avoir des demandes de preuves (photos, échantillons) pour confirmer certaines observations.

*Question : comment les maîtres d'ouvrage peuvent-ils contribuer au SINP ?*

- Dreal: il y a des possibilités de conventionnement avec les têtes de réseau du SINP pour reverser les données (cf. les 5 propositions présentées). Il n'y a pas assez de liens SINP / collectivités territoriales (CG / CR). Ces liens sont à renforcer.
- UNICEM est favorable au conventionnement et à la mise à disposition des données, mais pas avant l'enquête publique.
- Le CG66 est propriétaire de nombreuses données (MO de routes, ENS...) qu'ils sont prêts à mettre en commun.
- CEN : les BDD naturalistes du SINP regroupent des observations faites toutes l'année, à la différence des données acquises dans le cadre d'études par le BE qui sont concentrées sur 3 semaines, pas toujours pendant des périodes favorables

**Proposition: organiser une réunion associant la DREAL, la Région et les collectivités / CG pour faire avancer la façon dont leurs données peuvent alimenter le SINP.**

*Question : Quelle contribution des MO au financement du SINP ?*

- CEN : il y a avant tout un gros besoin de produire de la connaissance de terrain, même s'il est utile de mettre de l'huile dans les rouages pour la gestion des bases de données et la validation
- UNICEM : n'y a-t-il pas un risque de décrédibiliser l'action SINP si elle est financée par fonds privés ?
- CEN LR : à défaut de crédits publics suffisants, il faut être pragmatique et rester vigilant, il y a des possibilités pour garantir l'indépendance (validation scientifique, charte)
- Dreal : cibler des actions bien identifiées, participer à un fond permettant de couper le lien entre les MO et les têtes de réseau (mais pas encore expertisé juridiquement), mettre en place un fond régional pour éviter un financement général

*Question UNICEM : UNICEM fournit ses données sous Cardobs, quel lien avec le SINP ?*

- Dreal : Cardobs est développé par le Muséum National d'Histoire Naturelle qui développe aussi l'INPN (plateforme nationale SINP). Liens à faire entre niveaux national et régional par le SINP, les producteurs de données ne rentrent la donnée qu'à un seul endroit pour éviter les doublons.

*Question : structure des données*

- Dreal : la première mission d'une structure souhaitant s'impliquer est de structurer ses données, ne plus considérer les données acquises comme des sous-produits d'études mais demander à être destinataire de l'ensemble des données (bases de données, tables, fichiers SIG)
- Dreal : Une piste de travail serait de mettre dans les cahiers des charges des études l'obligation de recenser les données naturalistes de façon standardisée afin de permettre l'échange de données. Il faut aussi veiller à mentionner les clauses nécessaires en terme de propriété des données.
- UNICEM : il serait intéressant que les données acquises dans le cadre des suivis de MC puissent également abonder le SINP
- Dreal : les données de suivis peuvent être intégrées en utilisant les mêmes règles concernant le format et la diffusion des données que pour les autres données du SINP.
- CEN : la géomatique doit être aujourd'hui au centre des structures

*Question : propriété des données*

◦

- UNICEM : c'est le MO qui est propriétaire → il décide ce qu'il fait de ses données
- Dreal : le producteur de données a la propriété intellectuelle (droit du producteur) mais le MO peut, via le marché qui le lie au BE, imposer ses règles

*Question : utilisation des données pour tirer des indicateurs de biodiversité ?*

- Dreal : un observatoire existe au niveau national (ONB), en LR suspendu pour le moment faute de moyens financiers et humains après une étude de préfiguration conduite en 2009-2010.

## **Présentation de l'outil 3D du SRCE - Simon Woodsworth (Région LR)**

*Cf diaporama en annexe*

L'outil 3D développé dans le cadre du SRCE est présenté. Cet outil a été principalement conçu à l'attention des élus pour qu'ils puissent s'approprier le SRCE et mieux positionner leurs projets.

Un site internet dédié permet d'accéder à cet outil, il sera rendu accessible lors de la diffusion du SRCE.

Cet outil permet de visualiser des mailles de 21 ha, et de comparer des zones en fonction d'enjeux et de pressions. Un export des données SIG est possible.

Cet outil doit permettre d'aider les aménageurs tout au long de la séquence ERC et notamment au démarrage du projet dans la phase EVITER pour identifier les territoires les plus sensibles. Il permet de mieux positionner les aménagements et / ou identifier les terrains propices à la compensation.

### **Discussion**

*Question : communication et risques d'interprétation des informations de l'outil*

- CEN LR : attention à la communication pour que ce ne soit pas contre-productif et qu'un élu puisse comprendre les éventuelles différences entre une indication sur une maille du SRCE (pas d'enjeu) qui pourrait être contredite par une donnée précise d'observation d'espèce protégée obtenue dans le cadre du SINP
- Conseil Régional : la mauvaise interprétation est possible: la couleur de chaque maille ne signifie pas la présence ou l'absence d'enjeu, il ne s'agit que d'une première orientation qui doit être suivie d'observations et d'analyses locales.

*Question : actualisation de l'outil*

- Conseil régional : il devrait être actualisé tous les 6 ans comme le SRCE. L'outil 3D du SRCE doit permettre d'éviter le fractionnement des réservoirs de biodiversité.

## **Présentation du registre de la compensation environnementale du Languedoc-Roussillon - Valentin LE TELLIER (DREAL LR)**

*Cf diaporama en annexe.*

La DREAL LR a travaillé à la mise en œuvre d'un registre de la compensation environnementale pour compiler et cartographier les mesures compensatoires prescrites.

Ce registre est consultable depuis décembre 2014. Il est alimenté par les services instructeurs. Il est demandé aux maîtres d'ouvrages de fournir les couches SIG de leurs projets pour faciliter ce travail.

Le registre recense des projets depuis 2003.

La surface cumulée des terrains compensatoires représente aujourd'hui entre 20 et 28 km<sup>2</sup> en Languedoc-Roussillon (certains contours n'étant pas encore précisément connus) pour 254 mesures compensatoires: cette surface est significative mais reste limitée au regard des surfaces de la Région. Elle est à interpréter avec précaution car certaines mesures ponctuelles (créations de mares, de gîtes à reptiles...) n'occupent qu'une superficie très faible des terrains sur lesquels elles sont mises en œuvre.

Pour faciliter l'alimentation de ce registre, la DREAL a préparé un cahier des charges de format standard des données: il est mis à disposition des porteurs de projet sur le site Internet de la DREAL (<http://www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr/registre-de-la-compensation-environnementale-du-a5107.html>).

## **Discussion**

*Question : est-ce que les données peuvent être intégrées à la base de données du cadastre ?*

- Dreal : oui mais il faudrait que les communes gèrent ce lien.

*Question : quelle possibilité d'assurer un suivi dans le temps de la réalisation effective des mesures prescrites ? Comment indiquer si une autorisation est devenue caduque (ex : projet retiré) ?*

- Dreal : le suivi des projets est de la compétence de l'État dans les plans de contrôle police de l'environnement. Pour l'instant pas intégré dans le RCE

*Question : qu'en est-il des projets instruits par d'autres acteurs (Ex : PC instruits par mairies et prescrivant des MC, DUP, urbanisme...) ?*

- Dreal : pour l'instant pas intégrés mais possible si les services instructeurs de l'État en ont la connaissance

*Question : proportion de mesures compensatoires au regard de l'ensemble des projets d'aménagement en LR*

- Dreal: il faudrait étudier les chiffres et comparer avec la superficie des projets à l'échelle régionale. Au niveau régional cela apporte un premier élément : en première analyse cela ne semble pas si important compte tenu des surfaces annuelles urbanisées par exemple. Une synthèse plus détaillée des statistiques concernant le RCE est diffusée sur le site Internet de la DREAL à l'adresse indiquée plus haut.
- Unicem : considère qu'il y a beaucoup de MC. 2 800 ha en 10 ans nécessite de trouver 280 ha par an. L'UNICEM signale la difficulté à trouver des terrains pour la compensation et la "concurrence" entre maîtres d'ouvrages dans la recherche de terrains.
- SAFER : souhaiterait qu'au-delà de la valeur de la surface des mesures compensatoires au niveau régional, une analyse soit faite par secteur géographique pour évaluer le niveau d'acceptabilité sur chaque territoire.
- Dreal : confirme qu'il faut étudier les chiffres dans le détail car par exemple le CNM fournit 50 % de la superficie totale et qu'il y a des secteurs sur lesquels la pression de recherche de terrains pour la compensation est plus importante.

## **Approche développée par Montpellier Méditerranée Métropole – Charlotte BIGARD**

*Cf diaporama en annexe.*

La Métropole de Montpellier a travaillé à rassembler des données (dont inventaires) dans une base de données unique. Cela a permis d'identifier les différents secteurs sur les 44 000 ha de son territoire : à ce jour son territoire est réparti en 1/3 urbanisé et infrastructures, 1/3 en zone agricole, 1/3 en zone naturel.

L'idée est de pré-identifier des secteurs à forts enjeux au niveau des SCOT et PLU, et de développer des bases de données pour savoir où compenser. Un retour d'expérience sur les projets mis en œuvre est aussi souhaité.

L'objectif est d'anticiper et de mutualiser les mesures compensatoires à l'échelle de la Métropole pour renforcer leur efficacité.

MMM souhaite développer un document de procédure sur l'application de la séquence ERC et le suivi des mesures prescrites.

**Discussion**

- CSRPN : il est crucial d'anticiper et de mutualiser la mise en œuvre des mesures compensatoires.
- Nîmes métropole : fait part de la difficulté de se coordonner et de centraliser les informations des différents services ainsi qu'à anticiper sur les besoins à venir.

**CONCLUSION par Marie Laurence DUSFOURD – Région Languedoc-Roussillon**

Le Conseil Régional remercie les participants, au nom des copilotes, et précise qu'une synthèse de ces échanges très riches sera faite pour donner suite et identifier les pistes concrètes. Une journée de restitution sera organisée en fin de semestre avec une présentation d'un plan d'action pour améliorer la séquence ERC.

**PROCHAINE RÉUNION : Sous groupe de travail sur la mise en œuvre de la compensation environnementale - 26 février 2015**